

Les 197 États ont approuvé mercredi 13 décembre à la COP 28 à Dubaï une décision appelant à une «*transition*» vers l'abandon des énergies fossiles.

Pour la première fois dans l'histoire des conférences climat de l'ONU, ce terme «*énergies fossiles*» est gravé noir sur blanc dans un accord sur le climat.

Il s'agit d'une décision «*historique pour accélérer l'action climatique*», a déclaré Sultan Al Jaber, président de la conférence.

À Dubaï, un accord en demi-teinte

— La 28^e conférence de l'ONU sur le climat s'est achevée mercredi 13 décembre, à Dubaï.

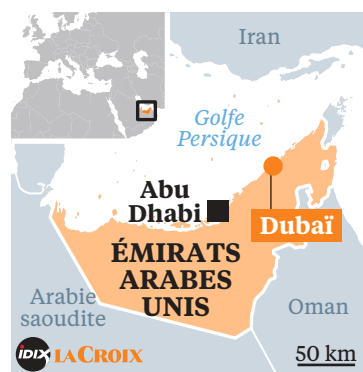
— Pour la première fois, un texte appelle à s'éloigner progressivement des énergies fossiles.

— Mais le flou du texte et la pression des producteurs de ces énergies interroge sur le rôle de ces conférences climat dans la lutte mondiale contre le changement climatique.

Dubaï (Émirats arabes unis)
De notre envoyée spéciale

Le président de la 28^e conférence sur le climat, Sultan Al Jaber, sait créer la surprise. Alors que, depuis quelques jours, plus personne ne croyait qu'un accord sur la sortie des énergies fossiles soit possible, le président de la compagnie pétrolière nationale des Émirats a annoncé mercredi matin l'adoption d'un accord. À l'unanimité.

Il était 11 heures du matin, heure locale à Dubaï, lorsque le texte final de la COP 28 a été officiellement adopté. Alors qu'on imaginait que plusieurs heures de discussions seraient encore nécessaires pour que tous les pays finissent de négocier les derniers points de crispation, l'absence d'opposition dans la salle a poussé Sultan Al Jaber à frapper son ultime coup de maillet. Après quatorze longues journées de négociations, les représentants des États se sont levés dans une standing ovation.



Pour la première fois dans l'histoire des conférences climat de l'ONU, le terme «*énergies fossiles*», responsables de 85 % des émissions de CO₂, figure dans l'accord approuvé par les 197 États – et l'Union européenne.

Sur le papier, la formule est alambiquée. Sans aller jusqu'à appeler à une «*sortie*» des énergies fossiles, comme le réclamaient de nombreux États et ONG, le texte évoque une «*transition hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans cette décennie cruciale, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 conformément aux préconisations scientifiques*».

Digne des plus grandes inventions de la diplomatie internationale, la formule n'en marque pas moins un tournant. Dans la foulée de l'accord, de nombreux États manifestent d'ailleurs leur enthousiasme. Cet accord est «*une raison d'être optimiste*», selon l'émissaire américain pour le climat, John Kerry, et même «*une*

victoire du multilatéralisme et de la diplomatie climatique» selon la ministre de la transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher. Quant à Laurence Tubiana, directrice de la Fondation européenne pour le climat et architecte de l'Accord de Paris, adopté en 2015 à la COP21, elle juge tout bonnement que «*la fin de l'ère des fossiles est actée*».

Pour autant, à Dubaï, le sentiment général est davantage au soulagement qu'à une véritable euphorie. Car il s'en est fallu de peu pour que la COP28 au pays des pétroliers ne vire au terrible fiasco.

La formulation notamment laisse un goût amer aux ONG et au sein du groupe des petites îles, car dans les premières versions du texte figurait une référence explicite à «la sortie» des énergies fossiles.

Lundi 11 décembre, l'avant-dernière version du texte avait été tellement vidée de sa substance qu'elle avait rendu furieux les pays considérés comme les plus ambitieux, parmi lesquels la France. «*Nous ne sommes pas venus ici pour signer notre arrêt de mort*», avait notamment déclaré le groupe des petits États insulaires. Pour de nombreux observateurs, l'accord final trouvé ce



mercredi est donc perçu comme un moindre mal. La formulation notamment laisse un goût amer aux ONG et au sein du groupe des petites îles, particulièrement menacées par le changement climatique, car dans les premières versions du texte figurait une référence explicite à «*la sortie*» des énergies fossiles.

Mais celle-ci a été retirée sous la pression de plusieurs pays, à commencer par l'Arabie saoudite. «*Nous avons fait un pas en avant par rapport au statu quo mais c'est d'un changement exponentiel dont nous avons vraiment besoin*», a notamment réagi la représentante des îles Samoa Anne Rasmussen, dont le pays préside l'Association des petits États insulaires (Aosis).

Outre le manque d'ambition concernant la sortie des énergies fossiles, les ONG soulèvent les risques liés au nouveau texte. Celui-ci reconnaît que «*les carburants de transition peuvent jouer un rôle en facilitant la transition énergétique tout en assurant la sécurité énergétique*», dans lequel les ONG voient une porte ouverte

à l'exploitation prolongée du gaz.

De même, il fait la part belle aux technologies de captage et stockage de carbone. «*Ces technologies devraient être limitées aux secteurs où il est difficile de réduire les émissions*», estime Jamal Srouji, du think tank World Resource Institute (WRI). Or, le «*texte ne met pas non plus de garde-fous stricts à leur utilisation*». Durant le sommet, les représentants des pays pétroliers et gaziers n'ont cessé de défendre ces technologies dans l'objectif de «*traiter les ressources naturelles d'une manière qui soit respectueuse de l'environnement*».

De là à crier à l'inutilité de ces conférences ? Dès le premier jour, le patron de la COP, Sultan Al Jaber, avait pourtant frappé fort. À la surprise générale, il a annoncé l'obtention d'un accord historique sur les «*pertes et dommages*», c'est ainsi que l'on appelle les dégâts causés par le changement climatique. Les pays du Nord et du Sud sont ainsi tombés d'accord sur les modalités d'un fonds dédié, sujet de tensions depuis trente ans entre ●●●

Le président de la COP 28, Sultan Al Jaber (à d.), après la conclusion de l'accord, le 13 décembre à Dubaï. Peter Dejong/AFP



●●● les deux parties. « Sans cet accord et les financements promis dès le départ par les pays du Nord vers le Sud, les discussions sur la sortie des énergies fossiles auraient pu s'embourber », explique Arnaud Gilles, du WWF. Dès le départ, ces énergies polluantes se sont donc trouvées au centre des discussions.

Alors que peu de garanties sur ces financements figurent dans le texte final, ce sera probablement le prochain sujet important.

De manière plus générale, Stefan Aykut, sociologue expert de la gouvernance climat à l'université de Hambourg, en est persuadé : « Le futur du climat n'est pas décidé lors des COP mais au niveau national, explique-t-il. En

revanche, les COP servent de point d'appui pour ces batailles à l'intérieur des États. Les jeunes qui ont commencé à marcher pour le climat dans de nombreux pays s'appuyaient largement sur l'Accord de Paris. Les textes ne sont pas contraignants mais ont des effets politiques, moraux, juridiques. » Et créent ainsi une forme de pression diffuse, même si celle-ci est parfois difficile à mesurer.

De fait, l'accord figure dans le « bilan mondial » prévu par l'Accord de Paris. C'est sur cette base que les États devront travailler pour leurs futures feuilles de route nationales, qu'elles doivent déposer auprès de l'ONU en 2025. « Ce sera à elles de choisir ou non d'incorporer ces éléments et de les interpréter à leur manière, explique Jamal Srouji. Mais il y aura une attention très forte portée à ce qu'elles proposeront. »

C'est aussi un signal envoyé aux investisseurs. « Nous espérons que le fait que cela se passe à Dubaï participera à envoyer un signal plus fort, explique Arnaud Gilles. Aussi, les cibles sont beau-

coup plus précises que celles de l'Accord de Paris, qui ne fixaient que des objectifs de température. » Non seulement sur la question des énergies fossiles, mais aussi sur le triplement des énergies renouvelables d'ici à 2030 et le doublement de l'efficacité énergétique, qui figurent dans le texte.

Car la finance est le nerf de la guerre. On a vu le sujet menacer de faire vaciller l'accord sur la sortie des fossiles, les pays du groupe Afrique réclamant un droit d'exploiter leur gaz et leur pétrole, faute de financements significatifs pour la transition. Alors que peu de garanties sur ces financements figurent dans le texte final, ce sera probablement le prochain sujet important. Au-delà des mots, le président du think tank WRI, l'Américain Ani Dasgupta, souligne : « Le test clé sera de voir si les pays en développement finissent par bénéficier d'un financement beaucoup plus important pour rendre possible la transition énergétique. »

Camille Richir

repères

Les principaux points de l'accord

1. Le premier bilan mondial depuis l'Accord de Paris

Ce texte – appelé « *Bilan mondial* » – n'est pas une déclaration de COP comme une autre. Pour la première fois, il doit permettre aux États de se fixer des objectifs sur le plan climatique. Concrètement, cela signifie que les États devront revenir à la COP30 en 2025 avec des feuilles de route nationales renforcées, sur la base de ce qui est écrit dans l'accord final.

énergétique », les ONG estiment que le texte ouvre la voie à une exploitation prolongée du gaz.

6. Le pari des technologies de captage et de stockage du carbone

Défendue par les pays producteurs pour pouvoir continuer à pomper des hydrocarbures, la référence aux technologies de captage et de stockage du carbone inquiète les ONG, qui mettent en avant leur caractère encore balbutiant et coûteux.

2. Une mention historique aux « énergies fossiles »

Il aura fallu attendre les dernières heures des négociations pour trouver « la formulation » la plus consensuelle. Sans aller jusqu'à parler de « sortie » des énergies fossiles, comme le préconisaient de nombreux États, le texte évoque « une transition hors des énergies fossiles ». Une première dans l'histoire des COP où le mot fossile n'était jamais apparu dans un accord final.

7. Fonds pertes et dommages

Dès le 1er jour de la COP, les pays se sont mis d'accord pour rendre opérationnel un fonds financé par les pays du Nord, et destiné à compenser les dégâts causés par le réchauffement climatique dans les pays du Sud. Aucune promesse de montant n'a en revanche été prise par les États.

3. Le déploiement massif des énergies renouvelables

Le texte prévoit de tripler les capacités d'énergies renouvelables et doubler le rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030. Si ce n'est la question du financement, cet objectif était relativement consensuel, tous les pays s'accordant à dire que la sortie des fossiles ne se fera pas sans l'entrée dans les énergies renouvelables.

8. Le manque de financement

De manière générale, de nombreuses ONG regrettent que cette COP n'ait pas suffisamment permis d'avancer sur la question du financement de la transition, notamment des pays pauvres. Alors que les États s'étaient engagés à verser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 aux pays du Sud pour financer la réduction de leurs émissions, et leur adaptation, le texte final ne fait « qu'exhorter les pays à honorer leur engagement ».

4. La reconnaissance du nucléaire comme énergie de transition

Pour la première fois, le nucléaire est mentionné dans l'accord final comme une énergie pouvant contribuer à lutter contre le réchauffement climatique. Une reconnaissance du nucléaire présentée comme l'une des grandes victoires diplomatiques de la France.

9. Le rendez-vous raté de l'adaptation

Très attendue par les pays du Sud, l'adaptation, qui englobe les différentes stratégies des États pour lutter contre les conséquences du réchauffement climatique, restera l'une des grandes oubliées de cette conférence climat. Le texte final se contente d'objectifs vagues, et de demander un rapport aux pays développés d'ici à la prochaine COP pour doubler les financements dédiés d'ici à 2025.

Julie de la Brosse